AMMAR KESSAB, EXPERT EN POLITIQUE CULTURELLE, Ã€ L'EXPRESSION

Â« Il faut miser sur le secteur indÃ©pendant Â». 02.01.2012

Entretien par Hind O. L'Expression. 02.02.2012

Â«Il faut que l'Etat lÃ¨ve la main sur les actions culturellesÂ», affirme notre Docteur en sciences de gestion, mais aussi expert en management et politique culturelle auprÃ¨s de plusieurs organismes internationaux. Au cours de l'annÃ©e 2011, Ammar Kessab a notamment participÃ© Ã l'Ã©laboration de la politique culturelle de la RÃ©publique du BÃ©nin et celle de la ville de Montreuil en France, ainsi qu'Ã l'Ã©tablissement du Fonds africain pour les Arts et la Culture dont il dirige le projet depuis Le Cap, en Afrique du Sud. Aux cÃ´tÃ©s d'autres intervenants, il sera samedi prochain, au siÃ¨ge de l'association SOS Bab El Oued pour discuter la feuille de route sur la politique culturelle en AlgÃ©rie, dÃ©jÃ entamÃ©e, l'an dernier.

L'Expression: Tout d'abord, devrions- nous poser la question, Â«quelle politique culturelle en AlgÃ©rie?Â» ou quelle Â«nouvelle politique culturelle en AlgÃ©rie?Â», cela suppose un renouveau, une rÃ©volution dans les mentalitÃ©s, l'accÃ¨s au privÃ©, pensez-vous rÃ©ellement que c'est possible?

Ammar Kessab: Une politique culturelle est la dÃ©finition de la culture comme dictÃ©e par les comportements culturels de citoyens Ã travers leurs actions et expressions artistiques et culturelles. Elle s'Ã©crit noir sur blanc dans un cadre lÃ©gal et est l'ensemble des techniques opÃ©rationnelles qui permettent son application effective pour la rÃ©alisation des objectifs de l'Etat en matiÃ¨re de culture et l'effectivitÃ© de l'action culturelle de la sociÃ©tÃ© civile. Ainsi, il n'existe pas de politique culturelle en AlgÃ©rie pour parler d'une nouvelle politique culturelle.
Par ailleurs, une politique culturelle n'est autre qu'une politique publique qui ne nÃ©cessite aucun renouveau et aucune rÃ©volution des mentalitÃ©s: c'est plutÃ´t l'objectif d'une politique publique de provoquer le renouveau et le changement des mentalitÃ©s. C'est donc le ministÃ¨re de la Culture qui est censÃ© la concevoir et la mettre en oeuvre. Et comme justement cet agent du pouvoir gouvernemental ne veut pas la faire, un groupe de travail sur la politique culturelle en AlgÃ©rie, issu de la sociÃ©tÃ© civile, a dÃ©cidÃ© de prendre les choses en main. Nous nous rencontrons donc pour la deuxiÃ¨me fois samedi prochain 04 fÃ©vrier, Ã 15h, au siÃ¨ge de l'association SOS. Bab El Oued pour approfondir les discussions sur la feuille de route dÃ©jÃ entamÃ©e.

Le budget allouÃ© au secteur de la culture a diminuÃ© cette annÃ©e (Ã 14%) sans doute au profit des activitÃ©s liÃ©es aux prÃ©paratifs de la cÃ©lÃ©bration du cinquantiÃ¨me anniversaire de l'IndÃ©pendance... Que cela vous inspire-t-il?

Le budget de la culture a en effet baissÃ© aprÃ¨s qu'il ait atteint le record historique de 450 millions de dollars en 2011 (budget de Â«Tlemcen capitale de la culture islamiqueÂ» inclus), soit le plus grand budget en Afrique et dans la rÃ©gion arabe. Cette baisse est un coup dur pour la stratÃ©gie d'hÃ©gÃ©monie du ministÃ¨re de la Culture, qui, Ã mon avis, devra rÃ©duire une partie de ses activitÃ©s qu'il a Â«institutionnalisÃ©esÂ» en masse. Si le budget continue Ã diminuer les deux prochaines annÃ©es, Ã§a sera sans doute l'effondrement du secteur culturel Â«officielÂ» avec toutes les consÃ©quences qui vont avec...cela ressemble beaucoup Ã ce qui s'est dÃ©jÃ passÃ© au dÃ©but des annÃ©es 1990.

Parlons des lois relatives au secteur culturel en AlgÃ©rie, que pensez -vous de cet article sur la loi sur le cinÃ©ma stipulant notamment que tout film historique doit bÃ©nÃ©ficier de la Â«barakaÂ» du ministÃ¨re des Moujahidine?

En tant qu'expert international, je ne m'intÃ©resse pas dans mon travail aux dÃ©tails, mais je considÃ¨re les problÃ¨mes dans un ensemble gÃ©nÃ©ral, un tout. L'art est une matiÃ¨re sensible, une flamme fragile qui s'Ã©teint dÃ¨s qu'on la touche avec les doigts. De ce fait, aucun Ã©lÃ©ment extÃ©rieur au processus de

crÃ©ation ne doit intervenir au risque de se retrouver avec des produits -je ne dirai mÃªme pas artistiques- mÃ©diocres qui ne toucheront en aucun cas les citoyens. Il faut que l'Etat lÃ¨ve la main sur les actions culturelles, ministÃ¨re des Moudjahidine ou autres.

On parle de mÃ©cÃ©nat et sponsoring pour le financement des activitÃ©s culturelles, ces derniÃ¨res sont souvent hÃ©las tributaires d'une condition incontournable, la forte visibilitÃ© pas toujours en adÃ©quation avec le monde de la culture mais plutÃ´t avec celui du divertissement Ã grosse rentabilitÃ©, y croyez-vous?

Votre affirmation n'est qu'Ã moitiÃ© vraie, en ce sens oÃ¹ le mÃ©cÃ©nat et le sponsoring ne sont pas que Ã§a. Ils peuvent certes l'Ãªtre, mais dans un seul cas: quand l'Etat ne rÃ©gule pas l'activitÃ© et est absent. Ce problÃ¨me ne se pose pas par exemple au BrÃ©sil, oÃ¹ les grandes entreprises financent des Ã©coles de musique dans les favelas et construisent des thÃ©Ã¢tres dans les zones les plus reculÃ©es.
Cela n'aurait jamais Ã©tÃ© possible sans une politique culturelle nationale forte de l'Etat du BrÃ©sil qui, sons l'Ã¨re Lula, a imposÃ© Ã tous les grands groupes de se doter d'un Â«service culturelÂ» qui finance directement l'activitÃ© culturelle, avec des cahiers des charges limitant l'utilisation abusive de la publicitÃ©, etc. Donc voyez-vous, c'est une question de politique publique forte.

L'effort Ã©tatique fourni Ã l'Ã©gard de la culture est souvent liÃ© Ã des Ã©vÃ©nements sporadiques Â«AnnÃ©e de l'AlgÃ©rie en FranceÂ», Â«Alger, capitale de la culture arabeÂ», le Panaf, etc.), que faut-il faire pour Ã©largir l'action Ã des manifestations plus systÃ©matiques qui sortent du cadre officiel?

Il faut miser sur le secteur indÃ©pendant. La stratÃ©gie hÃ©gÃ©monique du ministÃ¨re de la Culture n'est pas viable. Il faut encourager la crÃ©ation d'associations et de collectifs artistiques et culturels, leur ouvrir les espaces publics, renforcer leurs capacitÃ©s et les financer. Seul un secteur culturel indÃ©pendant est capable d'animer durablement la scÃ¨ne culturelle, et est capable de toucher le citoyen qui n'a pas forcÃ©ment accÃ¨s Ã la culture. D'accord, toutes ces manifestations Ã©taient utiles, un moment donnÃ©, surtout que l'AlgÃ©rie avait besoin de redorer son image dans le monde, aprÃ¨s une dÃ©cennie sanglante, mais maintenant, il est urgent de changer radicalement de cap: commenÃ§ons d'abord par doter notre pays d'une politique culturelle.

Quand cette feuille de route sera prÃªte, comptez-vous la dÃ©poser auprÃ¨s de la ministre de la Culture Khalida Toumi?

La feuille de route n'est pas destinÃ©e Ã une personne ou Ã une autoritÃ© particuliÃ¨re. Elle est un effort sincÃ¨re d'un groupe d'intellectuels et d'experts algÃ©riens qui souhaitent doter leur pays d'une vraie politique culturelle. La feuille de route sera disponible sur Internet, libre aux institutions et aux personnes qui veulent l'exploiter de le faire. Elle constituera par ailleurs, une source rÃ©fÃ©rence pour les acteurs du secteur culturel en AlgÃ©rie pour dÃ©fendre leurs droits auprÃ¨s des institutions internationales auprÃ¨s desquelles l'AlgÃ©rie a ratifiÃ© ou signÃ© des textes contraignants.

Une rencontre, une deuxiÃ¨me, et aprÃ¨s...?

Une troisiÃ¨me, une quatriÃ¨me puis une cinquiÃ¨me et derniÃ¨re rencontre, qui coÃ¯ncidera, nous espÃ©rons, avec le cinquantiÃ¨me anniversaire de l'IndÃ©pendance de l'AlgÃ©rie, le 5 juillet 2012. Ce jour-lÃ , la feuille de route sera officiellement diffusÃ©e.

Posté par : alger-culture, le February 03 2012 10:15:26